

**PUBLICATION D'UN RAPPORT
« LIEN ENTRE CRIMINALITE ORGANISEE ET CONTREFAÇON »,
UN FINANCEMENT FACILE POUR LES RESEAUX CRIMINELS !**

L'Union des Fabricants (Unifab), association de défense et de promotion de la propriété intellectuelle qui regroupe plus de 200 entreprises et fédérations professionnelles issues de tous les secteurs d'activité, **et son Président, Christian Peugeot, remettront officiellement au Ministre de l'Intérieur, M. Bruno Retailleau, dans les prochaines semaines, un rapport édifiant qui fait état des liens étroits qui unissent « Criminalité organisée et contrefaçon », en présence de la Sénatrice de Paris, Mme Catherine Dumas, très impliquée dans ce combat.**

La contrefaçon représente **2,5% du commerce mondial et jusqu'à 5.8% des importations au sein de l'Union Européenne**. Pilier structuré, discret et extrêmement rentable de l'économie illicite mondiale, elle est amplifiée par la digitalisation qui constitue une source de financement majeure pour les réseaux criminels et touche tous les secteurs de l'économie. **Europol, dans son rapport publié en avril dernier, identifie 31 organisations criminelles impliquées dans le trafic de contrefaçon, notamment : la Camorra et la Mafia (Italie), les Triades chinoises (14K, Sun Yee On...), la D-Company (Inde), le Hezbollah, les Cartels mexicains (Sinaloa, Jalisco), et même l'État de la Corée du Nord.**

Désormais, la contrefaçon ne se limite plus aux plateformes en ligne ou aux marchés du dimanche, elle pénètre tous les circuits de distribution légitimes. Pour y parvenir, les contrefacteurs utilisent des techniques d'acheminement, de fabrication et d'assemblage sophistiquées, notamment :

Le Bulk breaking qui consiste à fragmenter l'acheminement des composants via plusieurs pays pour masquer l'origine réelle. Les envois s'effectuent soit par voie postale, notamment par petits colis qui peuvent plus facilement échapper aux contrôles, soit par voie maritime. L'ampleur de ces flux contraint la douane à ne pouvoir contrôler que 2 à 3 % des importations,

La fragmentation avec l'expédition séparée des composants (étiquettes, flacons, emballages) et leur assemblage dans les pays de destination, afin de réduire les risques de saisie et limiter les pertes,

Le mélange de produits afin d'intégrer des faux au milieu de marchandises authentiques dans les cargaisons,

L'exploitation des pénuries pour profiter des tensions sur certains marchés pour écouler de la fausse marchandise,

La relocalisation d'unités de production aux portes de l'Europe (Italie, France, Espagne, Pologne, République tchèque, etc...) pour pénétrer plus facilement les marchés et déjouer les contrôles.

Les organisations criminelles blanchissent les profits issus de la contrefaçon via des sociétés-écrans et des circuits opaques, mêlant ces revenus à ceux d'autres trafics comme la drogue ou la prostitution, notamment via **le système Hawala**, qui est informel, basé sur la confiance, et ne nécessite aucune trace écrite ce qui en fait un canal privilégié pour organiser les transferts

de fonds, **les cryptomonnaies** (Monero, Dash, Zcash, NFTs) qui offrent anonymat et une faible traçabilité, **les plates-formes d'échange** - mixers/tumblers - pour convertir les fonds et brouiller l'origine, et **la création de fausses entreprises** pour justifier les flux financiers.

Toutes ces données attestent des liens étroits qui unissent ces réseaux entre eux, avec des conséquences néfastes et dangereuses sur :

Les conditions des travailleurs, exploités et souvent sans papiers, mineurs ou victimes de traite humaine, employés illégalement, mal rémunérés, sans protection ni droits,

La santé et la sécurité, ainsi que l'environnement, avec des produits contrefaisants majoritairement fabriqués à partir de substances toxiques non conformes, comme le plomb ou le mercure, les rendant non recyclables et nocifs pour les consommateurs,

L'économie licite, avec des pertes financières massives pour les entreprises et les États victimes, chiffrées à 15 milliards d'euros de recettes fiscales et 670 000 emplois détruits chaque année en Europe.

« Ce rapport qui sera très prochainement remis au ministre de l'Intérieur doit être le fondement d'une plus grande priorisation de ce phénomène en France, derrière chaque trafiquant se cache un distributeur de contrefaçon qui se sert de cette activité à des fins malveillantes, soyons collectivement conscients qu'acheter un faux produit nuit désormais à la société tout entière, et finance des crimes que nous, citoyens, condamnons tous. » déclare Christian Peugeot, Président de l'Unifab.

[POUR ACCEDER AU RAPPORT COMPLET CLIQUEZ ICI](#)

